

**JEAN VIARD**

---

# Chronique française

---

de Mitterrand  
à Macron



**LE TEMPS  
DES RUPTURES**

 *l'aube*



## CHRONIQUE FRANÇAISE

Collection *Monde en cours*

© Éditions de l'Aube, 2018  
[www.editionsdelaube.com](http://www.editionsdelaube.com)

ISBN 978-2-8159-2704-8

Jean Viard

**Chronique française**  
de Mitterrand à Macron

*éditions de l'aube*

**Du même auteur :**

- La Campagne inventée*, avec Michel Marié, Actes Sud, 1977  
*La Dérive des territoires*, Actes Sud, 1981  
*Penser les vacances*, Actes Sud, 1984  
*Le tiers espace. Essai sur la nature*, Méridiens-Klincksieck, 1990\*  
*La Société d'archipel*, l'Aube, 1994  
*Marseille, une ville impossible*, Payot, 1995  
*Au bonheur des campagnes*, avec Bertrand Hervieu, l'Aube, 1996\*  
*La France qui change: pourquoi les travailleurs votent FN*, Seuil, 1997\*  
*Court traité sur les vacances, les voyages et l'hospitalité des lieux*, l'Aube, 2000  
*L'Archipel paysan, la fin de la république agricole*, avec Bertrand Hervieu, l'Aube, 2001\*  
*Le Sacre du temps libre, la société des trente-cinq heures*, l'Aube, 2002  
*Le Nouvel Âge du politique*, l'Aube, 2004\*  
*Éloge de la mobilité. Essai sur le capital temps libre et la valeur travail*, l'Aube, 2006\*  
*Le Président a promis*, dir., Seuil, 2007  
*Fragments d'identité française*, l'Aube, 2009  
*Nouveau portrait de la France*, l'Aube, 2012\*  
*La France dans le monde qui vient*, l'Aube, 2013\*  
*Marseille, le réveil violent d'une ville impossible*, l'Aube, 2014  
*Toulon, ville discrète*, l'Aube, 2014  
*Remettre le poireau à l'endroit ?* avec Jean Blaise, l'Aube, 2015  
*Le Triomphe d'une utopie*, l'Aube, 2015  
*Le moment est venu de penser à l'avenir*, l'Aube, 2016\*  
*Quand la Méditerranée nous submerge*, l'Aube, 2017\*

\* Également disponible en Aube poche

## Introduction

Emmanuel Macron a été élu en mai 2017 président de la République française après avoir gagné, au second tour de l'élection, contre la candidate de l'extrême droite. Donald Trump a été élu la même année, celle aussi où les Anglais ont voté, eux, pour le Brexit. Ne parlons pas de la situation à Moscou ou à Istanbul, ni du terrorisme islamique ; partout, la violence progresse, les risques de guerre se multiplient, les budgets militaires enflent. Peut-on dire aussi que, en tous lieux, les candidats « hors système » triomphent ?

Au-delà des situations particulières, n'est-il pas temps de prendre conscience que nous sommes à la fin d'une histoire politique, celle ouverte avec la révolution industrielle et figée par la guerre froide, et que nous entrons dans une nouvelle étape écologique et technologique de l'histoire du monde ? Les classes sociales se sont disloquées, le futur devient moins désirable que le passé. L'individu est roi, l'appartenance et l'identité s'imposent, la société est devenue mobile, plastique, difficile à penser. Le monde est Un, l'humanité se divise. La puissance du politique par rapport à l'économique recule. Ce fut d'abord le cas en 1989 dans l'ex-« bloc communiste ». C'est aussi, de jour en jour, de plus en plus, le cas dans l'ancien « bloc capitaliste ». On peut en ressentir une certaine nostalgie « du monde d'hier », ou, à l'inverse, plonger dans « le nouveau monde »,

obsédé, souvent, par l'identité héritée. L'actualité politique étant alors souvent la scène de leur affrontement. Mais ce qui est sûr est que nous avons changé d'époque politique.

En outre, un quart de siècle après la fin de la guerre froide, nous sommes à nouveau en guerre, une nouvelle forme de guerre, « la guerre en temps de paix ». Ce n'est pas une guerre chaude entre grandes armées, ce n'est plus la guérilla des années soixante, plus une « guerre froide » : nous sommes face à « des guerres parallèles », en Syrie, en Irak, soutenues chacune par des grandes puissances différentes, et, surtout, face à deux vagues fondamentalistes nées dans l'islam du Proche-Orient qui porte un terrorisme ubérisé. Elles submergent une part de notre jeunesse, souvent désaffiliée, parquée dans « les mondes de l'immigration ». Ce nouveau terrorisme né de l'association d'une ancienne croyance caricaturée et de jeunes sans filiation, peu intégrés dans des citoyennetés, n'est pas sans rappeler les liens entre une autre croyance et une autre jeunesse, celle des anarchistes du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais ce terrorisme-ci est celui du monde collaboratif et numérique où l'embrièvement peut être rapide, solitaire, la violence bricolée avec une voiture ou un couteau de cuisine. Ailleurs dans le monde, des micro-États gèlent des milliards au profit de quelques-uns et contournent la fiscalité de nos démocraties.

Ce livre voudrait penser les liens entre cette mue du politique et les bouleversements du monde. Comment penser en même temps ce qui nous arrive, à nous ici, en France, et ce qui se vit ailleurs ? Comment penser les changements d'échelle de nos vies, réelles et imaginaires, physiques ou numériques, temporelles et spatiales, dans un monde qui se pense comme mondial et où d'aucuns cherchent à faire repli sur le local, le national, le déjà-connu, le croire d'hier ? Il faut donc faire ici, et nous pensons au très puissant livre *Histoire*



*mondiale de la France* dirigé par Patrick Boucheron<sup>1</sup>, une histoire mondiale de la France, mais à micro-échelle, sur un quart de siècle, en relativisant le rôle des acteurs connus même s'ils sont prépondérants dans les médias – tout en leur laissant cependant une place, car il n'y a pas d'histoire sans acteur. François Mitterrand comme Emmanuel Macron en sont des exemples frappants.

Mais ni l'un ni l'autre n'aurait joué le rôle qu'on lui connaît – ou lui prévoit – sans l'évolution en arrière-fond des imaginaires politiques. Pas de 1981 sans « l'union de la gauche », mythe encore crédible alors, huit ans avant l'effondrement du mythe révolutionnaire en 1989 ! Pas de 2017 sans l'effondrement de ce même mythe et la violence d'un monde unifié par ses marchés et éclaté par des quêtes de sens de plus en plus identitaires. Si François Mitterrand était un aboutissement, Emmanuel Macron est d'abord un contre-feu. Au Brexit, à Trump, aux Le Pen, aux attentats. L'un enterra la lutte des classes, l'autre tente une sortie de celle des identités.

Mais, en arrière-plan, encore plus important, l'état du monde lui-même. La vieille Europe de la guerre froide d'avant 1981 faisait de nous le reliquat d'un passé glorieux. « *Ich bin ein Berliner* », disait Kennedy, quand Macron parle en anglais avec Trump. La France des nationalisations n'a que peu à voir avec celle qui veut aujourd'hui se reconstruire autour des entreprises. Les députés de 2017 n'ont pas de collier de barbe, mais des barbes « de trois jours ». L'une était identitaire d'une communauté, emblème des enseignants rad-soc, l'autre exprime une virilité de l'acteur. Et les députés de 2017 sont pour moitié du « deuxième sexe ».

---

1. Paris, Seuil, 2017.

La France est comme passée au travers du miroir de Lewis Carroll. Elle a parié sur un « jeune », pour voir et pour changer. Mais trouvera-t-il le chemin pour galvaniser les Français de ce côté-là du miroir ? Cette France, petit 1 % du monde, qui se range (pour partie du moins) derrière un jeune homme brillant et ambitieux, et d'abord pour renouer avec l'Europe, ira-t-elle plus loin que celle de Bonaparte ? Y aura-t-il une nouvelle Restauration, ou va-t-on assister à la réussite d'un pays d'entrepreneurs, celui-là même qui énerve si fort Régis Debray – lui qui mélange goût de l'entreprise et protestantisme ?

Le XX<sup>e</sup> siècle a vu le politique dominer les entreprises et l'économie. À « l'Est », bien sûr, mais chez nous aussi, en Europe de l'Ouest, où, pour bloquer les désirs révolutionnaires, on a inventé un pacte social unique, protecteur et collectif structuré autour d'un État social surpuissant. État quasi socialiste dans une économie de marché encadrée et pressurée. Au domaine public, l'égalité et la solidarité, au privé, le paiement des impôts et des taxes. 56 à 57 % du PIB en France était encore redistribué par l'État en 2017. Plus de 50 % ailleurs en Europe.

Pour passer d'une histoire à l'autre, du déjà-vécu au encore-possible, il faut mettre à l'honneur quelques images fortes. Le verre d'eau de René Dumont en 1974, la perestroïka de Gorbatchev en 1985, l'« équité » de Nelson Mandela après 1994, l'élection de Barack Obama en 2009. Plus près de nous, les figures de Michel Serres, de Stéphane Hessel, d'Edgar Morin.

C'est à cet endroit-là de notre histoire que j'ai écrit ce livre dont l'écriture a commencé en 1993, quatre ans après l'effondrement de l'URSS, quand la gauche perdit le pouvoir en France. Régulièrement j'en ai publié dans la grande presse ce que je pourrais qualifier de « bonnes feuilles ».

J'essayais ainsi, au fil des événements et des tribunes que l'on m'offrait, de donner ma vision des bouleversements politiques et sociétaux. J'ai repris ici une grosse moitié de ces publications, car certaines, avec le temps, me parurent plus faibles, d'autres, répétitives ou anecdotiques. Chacun des textes a gardé quasiment la forme de l'époque de sa première publication. Et c'est important. Cela permet de dire l'état du débat public au fur et à mesure de son déroulement. Non que mes textes en soient le centre bien sûr, mais le fait que *Le Monde*, *Libération*, *Le Nouvel Observateur*, *Le Journal du Dimanche*, *Polka*, *Le 1...*, leur aient ouvert leurs colonnes marque bien qu'ils intéressèrent et interpellèrent. On peut penser qu'ils furent lus, parfois recensés dans des revues de presse. Ils me firent rencontrer de nombreux hommes publics, de gauche et de droite. Des patrons. Des syndicalistes. Des ONG. Je m'honore que Michel Rocard m'ait demandé de passer le voir après la parution du texte qui ouvre ce livre. Ce furent des discussions passionnantes. Mais ce fut vrai pour bien d'autres leaders publics ou syndicaux, leaders du privé aussi. J'ai tenté, pendant le quinquennat de François Hollande avec qui j'avais noué une relation d'intérêt réciproque, d'ouvrir des pistes politiques et d'action publique. Mais il n'y avait pas d'espace.

Ce livre est une plongée dans vingt-cinq ans d'interventions et d'analyse de notre société et des questions politiques qui s'y sont posées. On peut y voir, au fil du temps, l'évolution d'une réflexion engagée. Je cherchais à mobiliser mes contemporains pour une refondation de ce qui reste ma famille, la gauche, mais avec « 1968 » et « 1989 » intégrés dans le logiciel! Et je tentais de mettre en parallèle mon approche sociologique et des propositions politiques. Cela ne fut pas possible. Peut-être parce que la politique se régénère peu de l'intérieur, mais beaucoup plus par apports

successifs, ruptures et recyclages. Reste que les plus grands journaux m'ont ouvert leurs colonnes. Deux autres ouvrages à paraître regrouperont les articles sur les bouleversements sociétaux que nous traversons, puis ceux sur la France et sa nouvelle géographie métropolitaine.

Je vis à la campagne, là où je me suis installé après 1968, mais je ne refuse jamais d'écrire un article un dimanche, de prendre un avion à l'aube, d'aller faire des conférences aux quatre coins du pays. Relisant ces textes pour les organiser et les sélectionner, j'ai eu l'impression que je m'étais fixé une mission, il y a un quart de siècle : celle de faire avancer notre vision politique et d'éclairer les bouleversements que nous vivons avec les ruptures culturelles des années soixante, la parité, l'écologie, la fin du mythe révolutionnaire, la mondialisation, la révolution numérique... J'y ai déployé une énergie énorme. Longtemps avec le sentiment d'une certaine inutilité, disons-le. Aussi, quand Emmanuel Macron s'est lancé dans « le grand jeu », j'ai été tout de suite intéressé. Peut-être allions-nous avoir une autre perspective que la montée progressive du FN ? Peut-être saurions-nous échapper aux forces des nationalismes qui triomphent à Londres, à New York, à Moscou, à Istanbul..., et aux forces de la guerre que Daech nous fait en temps de paix. Mais islamisme et nationalismes ne sont-ils pas écrasement du présent et du futur, l'un par le passé, l'autre par une religion ?

Ce livre est donc un patchwork de textes organisés pour faire sens. Venu de la sociologie qui est mon métier – je préfère dire « historien du présent » –, enfant de 68 revendiqué, nourri de mon expérience d'éditeur – entrepreneur dans l'édition, donc –, je considère ces textes comme une des formes de mon engagement dans notre vie commune et comme une nouvelle manière de dire la France telle

## CHRONIQUE FRANÇAISE

que je la vois. J'ai écrit plus de vingt ouvrages en quarante ans. Chaque fois, j'ai l'impression de poser une pierre de plus à un édifice d'engagement et d'analyse. Ce livre-ci est construit en bordure de l'évolution politique qui nous a menés de François Mitterrand à Emmanuel Macron et des bouleversements sociétaux que nous traversons. Emportée par une vision pessimiste d'elle-même, la France, qui apparaît si négative à qui l'habite, est une puissance créatrice à qui l'observe de l'extérieur. Mais notre pessimisme collectif nous empêche depuis des décennies d'adopter les réformes pourtant nécessaires pour s'adapter à la société d'acteur où nous sommes entrés. Il freine nos capacités à l'innovation tant chaque mouvement fait peur avant même le début de l'action. Je voudrais ici tenter de mettre en perspective l'aventure politique que nous vivons à travers l'élaboration progressive d'une réflexion bâtie pas à pas sur un quart de siècle. Ces textes ont la qualité des textes courts écrits pour la grande presse, donc nécessairement tendus pour capter le lecteur au milieu d'autres nouvelles et analyses. Cette forme réduit bien sûr les démonstrations au minimum. Mais mes autres ouvrages peuvent y suppléer. Laissez-vous conduire, ce livre est un portrait politique de la France tourné vers l'avenir<sup>1</sup>.

---

1. Le lecteur gardera à l'esprit que les textes sont regroupés par thèmes et que des données récentes peuvent être mentionnées avant de plus anciennes, ce qui expliquera des différences dans les chiffres cités.



## Chapitre premier

### Le temps des ruptures

*La fin du communisme en Europe et la chute du mur de Berlin ouvrent en 1989 la séquence politique dans laquelle nous sommes. La gauche venait d'emporter la victoire historique de 1981, avec un programme économique de nationalisation, quand l'économie planifiée, le « socialisme réel », s'est effondré à partir de 1985 à l'est du continent. Le mythe révolutionnaire qui depuis deux siècles portait ce qu'on appelait « le monde du travail » se trouva sans perspective. On se mit à penser en termes de mondialisation. Peu à peu, partout, en France en premier, on tenta alors de se protéger autrement du monde et des puissants. Lentement les mondes du travail nationaux glissèrent vers des nationalismes aux frontières de plus en plus épaisses. Nous sommes au cœur de cette bataille. C'est ce chemin qu'il faut retracer d'abord, et comprendre. On pourra ensuite exposer les bouleversements du monde durant cette période – montée de la compréhension écologique, révolution numérique et collaborative, parité, métropolisation, nouvelles migrations... – et revenir vers la question politique actuelle.*

## L'adieu au progrès

*Libération*, 25 mars 1993

*Contexte: les élections législatives de mars 1993 se soldent par une écrasante défaite des socialistes. La droite enlève plus de 480 sièges, la gauche en sauve seulement 90. François Mitterrand est contraint à une nouvelle cohabitation. Nous sommes quatre ans après l'effondrement du mur de Berlin.*

En se séparant des socialistes quatre ans après l'effondrement du rideau de fer, les Français ont fait plus que remercier un parti au pouvoir. Plus profondément, en partie à leur insu, ils ont dit adieu à la valeur motrice des anciennes espérances, celles pour lesquelles ont lutté et sont morts tant de nos anciens: le progrès. Valeur mythique depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, valeur du lendemain pour les damnés de la terre, valeur d'une religion laïcisée qui espérait dans l'ici-bas ce que le monde chrétien postulait jadis pour l'au-delà, le progrès nous a irrémédiablement quittés le jour où Gorbatchev est arrivé au pouvoir et a annoncé au monde l'avènement de la perestroïka.

Depuis, l'alliance des Français pour le progrès, comme les fameuses « éditions du progrès » de Moscou, est devenue aussi incongrue et charmante qu'une diligence sur la place de la Concorde. Depuis, l'idée de progrès est intellectuellement morte comme sens central du fait social; le mot lui-même fait horreur à la moitié de l'Europe, il fait fuir de l'Atlantique à l'Oural, à la hauteur des espérances et des joies qu'il a portées, et ce parce qu'il a perdu son sens, l'a amené à son terme et a rempli son temps.

Le moment du bilan du mot et de la chose n'est point advenu, mais déjà on peut penser sa sortie de l'histoire quand, en 1989, a pris fin le droit d'une utopie du



lendemain à dire le monde d'aujourd'hui – le dire et l'imposer. De ce jour, la fantastique aventure de l'Occident – celle qu'a ouverte il y a cinq cents ans un marin, qui symbolise la sortie du monde plan et clos bâti autour de Jérusalem – est achevée. Depuis, l'aventure de la conquête géographique et technique, où nous avons progressé cinq siècles durant, a cédé au profit d'un nouvel ordre à découvrir.

Le progrès fut un mouvement d'ensemble qui nous a saisis depuis le Quattrocento, ne cessant d'élargir nos perspectives spatiales et scientifiques. Le compte d'un temps tourné vers le futur s'était alors ouvert à l'aune de la durée de la traversée de ce qui n'était pas encore l'Atlantique. L'Occident est depuis entraîné dans une course fantastique, grandiose et terrible, qui lui a permis de soumettre l'espace planétaire et la nature. Les inventions du futur devaient sans fin compenser les problèmes du présent, car la créativité de l'homme était sans limites, l'utopie politique prolongeant dans le domaine social cette conviction scientifique.

Même quand on a marché sur la Lune, nous n'avons pas su voir que, sous l'apparence de la similitude, Armstrong était comme une antifigure de Christophe Colomb. Là où l'un avait ouvert discrètement le compte d'un espace-temps nouveau, l'autre nous renvoyait à notre radicale petitesse face à l'infini, et certainement pour longtemps. Intellectuellement, le cheminement est certes le même, mais l'imaginaire ne peut s'en saisir pareillement pour penser le monde, et nous dedans... Ce jour-là, nous aurions dû comprendre que nous étions enfermés dans un monde borné, condamnés à y demeurer, sans projet collectif de nouvelle conquête, et ce peut-être définitivement. Il nous a fallu quelques petites décennies encore pour atteindre à cette conscience et accepter que l'épopée conquérante de l'Occident était achevée, plus achevée que quand nous avions dû

quitter « nos » colonies, achevée cette fois-ci au cœur de notre propre message, au cœur de notre désir collectif.

Comme l'espérance chrétienne de l'attente du retour du fils de Dieu qui s'achève à la Renaissance – la religion alors entrant peu à peu dans la sphère privée –, nous vivons la fin de la conquête planétaire occidentale et du pouvoir sans fin de la technique. Nous ne pouvons plus avancer dans cette voie; des progrès sont certes immensément possibles dans de multiples domaines, mais l'espérance du progrès en soi ne peut plus être un ressort collectif: nous sommes engagés dans une nouvelle aventure qui n'a plus pour l'instant la conquête comme principe, mais l'aménagement du déjà-connu, le partage du déjà-possédé, le contrôle de notre force créatrice. C'est ce qu'avait anticipé, dans la provocation de la formule, le Club de Rome avec « la croissance zéro ». Il s'agit de passer de la croissance au développement!

C'est donc le soubassement même de nos valeurs qui s'est transformé, et nous avons à découvrir les voies du désir d'un monde fini où nous sommes contraints à la responsabilité planétaire. Dorénavant, notre destin tragique, comme le dirait Edgar Morin, ne peut plus être évité, nous nous enfonçons dans la nuit de l'infini sans projet collectif, sauf celui, potentiellement fantastique, de vivre.

Notre nouvelle aventure est donc d'être ensemble, de plus en plus nombreux, sur un espace clos et connu. Mais savons-nous bien la désirer avec les cadres de lecture qui sont les nôtres? N'avons-nous pas énormément à inventer pour aimer ces hommes qui partout se multiplient en tentant de s'enraciner dans des différences qui font leurs niches identitaires? Ne voit-on pas que l'absence de futur mythique remet sur l'ouvrage un primat de l'espace sur le temps, qui est tout ce que nos valeurs universalistes nous ont appris à rejeter?

## La gauche a perdu la gagne

*Libération*, 14 juin 1994

*Contexte: aux élections européennes du 12 juin 1994, la droite l'emporte nettement et le PS plafonne: moins de 15 % des voix. Il y a 23 listes, dont celle de Bernard Tapie et celle de Philippe de Villiers.*

La gauche ressort morcelée, et meurtrie, des élections européennes. Elle n'a plus « la gagne », comme on dit à Marseille. Plus généralement, à droite et à gauche, en Italie et vers l'Est, au Sud, des aventuriers du politique captent les désirs d'aventure de vivre délaissés par le politique. Comme si, au-delà de propositions et de l'acceptation de contraintes, le politique ne savait plus porter de sens, ne savait plus nous réunir politiquement par le partage d'une idée du devenir.

La gauche – et à un moindre degré la droite instituée – trébuche sur l'obstacle du changement social. Elle tente donc de trouver en elle-même les forces du renouveau alors qu'il est si clair – trop, peut-être – qu'elle ne les porte pas en son sein. La gauche a besoin d'un message qui puisse la tirer de l'ornière où l'histoire l'a mise, et non de touiller dans sa marmite militante de plus en plus épaisse à force d'être cuite et recuite. Si elle ne retrouve pas le sens de l'histoire qui est son fondement, alors nous n'aurons plus le choix qu'entre une américanisation culturelle de l'Europe, dont Berlusconi est peut-être plus l'emblème qu'on ne le dit, et un repli sur les mythes de l'origine, au mieux captés par les quasi-religions nationales. Voire un enlèvement dans l'attente gérée par les déjà nantis.

Avant-hier, la gauche, c'était Jules Ferry, qui, par l'école laïque, a permis de vider les campagnes de son surplus

d'hommes et de façonner le peuple des villes, des bureaux et des usines. Hier, la gauche, c'était l'arbitrage entre le capital et le travail, qui a induit la croissance par la consommation grâce à la progression des droits sociaux. Chaque fois, l'enjeu était d'allier une anticipation du mouvement de la société et la protection des plus démunis.

Aujourd'hui, le marché avec ses règles et les droits sociaux sont reconnus, comme hier la démocratie et l'école le furent. La lutte entre le capital et le travail devient alors secondaire – ce qui ne veut pas dire sans objet –, comme hier celle entre les villes et les champs. Mais ce n'est pas la fin de l'histoire! Comme hier, il faut se demander où et comment unir et protéger les plus faibles, où et comment induire de la transformation sociale par cette volonté même.

Autrement dit, nous devons travailler à la fondation d'une pensée politique qui intègre la fin du mythe révolutionnaire, le sens de la limite écologique, la mondialisation et la légitimité du marché, l'universalité de la technique. Et ce dans l'ère planétaire où le champ du politique se trouve éclaté entre différentes échelles, du plus local au plus global, que nous ne savons plus tenir d'une seule et même main.

Au niveau global, nous avons besoin de forces d'intervention humanitaires et écologiques autour d'une idée, sans doute à affiner, de l'universel; et de forces de régulation par la constitution de « poids lourds »: le continent européen est un de ces contrepoids, car il partage, au-delà de toutes les différences, une mémoire et une civilisation. C'est cela que j'aurais aimé entendre pendant la dernière campagne électorale. Nous entrons ainsi dans l'ère de l'intercivilisation, où l'unité du monde sera garantie par une éthique, par le marché, par la technique et par la finitude du globe. L'unité du monde portée par la domination de la

civilisation occidentale est en train de laisser la place à un modèle hétérogène passionnant, et dangereux, qui touche le cœur même de notre ancienne unité, nous obligeant sans doute à une pensée des minorités qui nous est étrangère.

Au niveau local, les enjeux sont autres. Notre « habiter » du voisinage a changé : par la présence quotidienne du monde en son entier et parce que nous sommes devenus extrêmement mobiles dans l'espace comme dans le temps. Le travail est de moins en moins synonyme de survie, la famille est une niche en permanente évolution, les communes sont devenues des archaïsmes que nous traversons sans même le savoir. Nous vivons le triomphe de l'urbanité porté à un niveau inconnu de l'humanité et la fin des villes comme symboles et outils d'une production et d'une appartenance. Villes et travail de la matière sont les deuils nouveaux, comme hier l'exode rural et le rapatriement post-colonial ont été les deuils d'un monde bâti sur la maîtrise des sols et des hommes.

Alors, les remparts qui entouraient les villes et le travail s'estompent, car ces barrières ont été instituées pour des luttes sociales aujourd'hui obsolètes. Se dessine sous nos yeux une société d'individus-acteurs dotés de stratégies fortes à qui il faut donner un revenu contre un travail. Pour ce faire, il faut apprendre à gouverner les hommes d'abord en gouvernant les territoires. Il faut créer des espaces politiques à l'échelle des immenses agglomérations où nous vivons et laisser les communes aux commémorations et aux solidarités de proximité. Sinon, nous ne résoudrons jamais la question des banlieues, qui vont continuer à évoluer en ghettos de jeunes et de barbares urbains. La France est trop corsetée par le puzzle administratif, comme hier par la noblesse. Une nouvelle nuit du 4 Août est l'obligation contre la multiplication des notables. Ensuite, il faut créer

sans doute un revenu minimum pour la jeunesse – contre de l'activité – et laisser chacun se construire une vie sur cette base. De la naissance à 24 ans, on pourrait décider d'un revenu socialement plafonné pour tout jeune, qu'on lui verserait directement dès 18 ans contre une petite activité, et qui remplacerait allocations familiales, déductions fiscales et bourses (mais protégeons les APL). Notre société n'a pas un trop-plein de bras pour ses besoins: elle fait une mauvaise utilisation de ses bras, laissant des besoins insatisfaits, et elle doit apprendre à former autrement la jeunesse en la laissant circuler entre études, voyages, engagement bénévoles et expériences privées et professionnelles. La fidélité à des valeurs et à une espérance dans l'aventure de vivre impose de penser aujourd'hui protection et puissance dans le bousculement du local et du travail, dans le renforcement du continental, dans la régulation éthique et écologique du planétaire.

Si le couple régulation/laisser-faire ne peut que rester fondateur, car il est porteur de mouvement, ce n'est plus ni sur les mêmes objets ni sur les mêmes échelles. Il faut savoir ouvrir ce qui est trop fermé pour cause de luttes anciennes, réguler ce qui alors est trop ouvert (marché, technique), affirmer des arts de vivre différenciés et localisés autour d'une idée universelle de la personne. Le triomphe de l'urbanité, du marché et de la technique sur une planète dorénavant bornée en dimension et en possibilités impose de restructurer à partir du niveau individuel le champ de l'aventure de vivre. Cela n'est possible que par une mise en histoire du présent qui redonne « la gagne » à nos vieilles sociétés.

Mais « la gagne » ne peut devenir une valeur positive intégrée au modèle social européen que si elle se partage, que si la compétence croît dans une sphère publique

limitée, que si la corruption recule et que le droit à des chances égales s'amplifient. Sinon, « la gagne » ouvre au recul du droit et à la jungle qui favorise les forts et les héritiers, les arnaqueurs aussi. Cité-territoire, civilisation-continent, solidarités planétaires et locales, revenu par le travail..., autant de notions à réfléchir et à mettre en œuvre pour ceux qui refusent un monde balkanisé nourri de la peur de son œuvre même.

### **1995, aux sources du populisme nationaliste**

*Introduction à un ouvrage collectif du même titre, l'Aube, 1996.*

*Contexte: les élections municipales se sont déroulées les 11 et 18 juin, après l'élection présidentielle qui a été remportée par Jacques Chirac le 7 mai. Droite et gauche échangent de nombreuses villes, mais, surtout, le FN en gagne trois.*

Toulon, Orange, Marignane. Dans ces trois cités provençales, des hommes, des femmes et des enfants vivent depuis le 18 juin 1995 sous administration municipale Front national, comme hier, quelque temps, les habitants de Saint-Gilles.

Dans aucune de ces trois villes les électeurs ne l'ont, dans leur majorité, voulu – ce furent partout des élections triangulaires –; dans aucune de ces trois villes les grands ténors nationaux ne sont venus se battre entre les deux tours des municipales; dans aucune, « la troisième » liste, à l'évidence minoritaire – de droite comme de gauche –, n'a su se retirer pour faire front au Front. Pourtant, chacun savait que le véritable enjeu était, à Toulon et à Marignane, entre la droite et le Front national, à Orange, entre la gauche et le Front national. Aucune stratégie de front républicain n'a

été menée, il faudra se demander pourquoi... et sans doute aller interroger d'autres cités, comme Mulhouse, pour mieux comprendre cette démarche quand elle a été menée, mais aussi ses effets.

Ainsi, des gens vivent dans des cités d'extrême droite autant parce que celle-ci a trouvé un électorat que parce que les autres offres politiques n'ont pas su, ou voulu, trouver la bonne parade. Les partis qui les représentent avaient, lors de ces élections municipales, l'œil d'abord rivé sur les cités que « leur » camp pouvait gagner ou perdre. Leurs stratégies nationales déplaçaient sans doute de petits drapeaux sur de grandes cartes de l'Hexagone; pour eux, l'information fut d'abord: le PS perd Orange, le PR perd Toulon. Et, souvent, ils en sont restés là.

Dire cela en ouverture établit simplement que « l'urgence de comprendre », telle que nous nous la sommes posée à Châteaувallon cet été, n'est pas focalisée sur l'analyse de l'extrême droite ni sur sa dénonciation. Nous ne recherchons pas un lieu supplémentaire de la célébration du bien que la lutte anti-FN incarne trop dans ce pays depuis plus de dix ans. Notre objectif est de construire peu à peu, au fil des années, un lieu de débats et de confrontations entre intellectuels, décideurs, citoyens, sur les bouleversements de la France et du monde. Nous n'avons choisi ni le lieu ni l'heure. Le suffrage universel seul nous l'a désigné. Nous l'avons accepté.

Comprendre. Tel est notre mot totem. Ni rejeter ni dénoncer – même si cela soulage et a sans doute plus d'effet qu'on ne le dit –, mais comprendre comment évoluent la société française et le monde pour qu'un électorat se soit construit depuis 1984 autour des vieilles idées de l'extrême droite. Comprendre alors à la fois les mutations du monde et la crise extrême du politique qui fait que le désarroi face



au monde naissant n'a pu s'exprimer que par le vote FN, ou par un retrait devant les politiques – que marquent bien l'abstention croissante, les votes éphémères pour de petites forces, voire les votes blancs et nuls.

À cette nécessité de comprendre, nous avons ajouté l'urgence. Urgence parce que nous sommes ici en bordure d'une ville gérée par l'extrême droite et en bordure d'une mer entourée de pays en souffrances et en tensions. D'évidence, les idées doivent se précipiter à nouveau dans l'arène pour tenter de penser à chaud un monde où les mutations se bousculent.

## Les banlieues de l'Hexagone

*Le Monde*, février 1997

*Contexte: Si le FN a pris trois grandes villes en 1995, Vitrolles résiste encore. Puis, suite à une élection partielle, les époux Mégret emportent la ville en 1997.*

Il y avait au dernier meeting de Vitrolles contre le FN une ambiance grave. Émouvante. On était loin des grand-messes politiques. Face à un peuple comme abandonné par le sort. Sans doute cette mobilisation a-t-elle permis en 1995 de battre (provisoirement...) le second de Jean-Marie Le Pen. Mais ce coup de reins exemplaire n'a rien résolu. Peu à peu, d'Orange à Toulon, de Marignane à Nice, l'archaïsme d'une classe politique s'étale au grand jour et résonne en écho des angoisses populaires. Pour un seul effet d'annonce socialiste à Marignane, les autres situations ont été laissées, en 1995, à « l'appréciation locale », avec maintien de la gauche à Toulon et à Nice, bien que l'espoir de gagner soit nul, maintien de la droite à Orange, deux listes